



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 10 – 10 mars 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le *Climate Change Committee* présente les conditions qu'il estime nécessaires pour décarboner le secteur électrique d'ici 2035

Climat & Energie

- L'ONG *Green Alliance* plaide pour l'adoption des pratiques de l'économie circulaire afin de décarboner le secteur de la construction
- Les femmes sont encore insuffisamment représentées parmi les cadres dirigeants des entreprises de l'énergie
- La rénovation des bâtiments historiques pourrait augmenter le PIB de 35 milliards de livres et créer plus de 100 000 emplois

Environnement

- Les espèces de plantes exotiques sont désormais plus nombreuses que les espèces locales au Royaume-Uni
- Les ONG alertent sur l'insuffisant recyclage des cigarettes électroniques
- Le gouvernement réduit de 5 à 3 le nombre de zones de protection forte en mer

Industrie

- Le R-U est en train « de perdre la course de l'acier vert » selon le think tank ECIU (*Energy and Climate Intelligence Unit*)
- L'*Institute for Directors* (IoD) appelle le gouvernement à présenter une réponse à l'*Inflation Reduction Act* (IRA)
- Les financements des projets liés au *Levelling up* auraient été fortement réduits

Transports

- Le gouvernement annonce de nouveaux reports du projet *High Speed 2* (HS2)
- Les prix réglementés des billets de trains en Angleterre et au Pays de Galles subissent leur plus forte hausse depuis 2012

- La qualité des services de train dans le nord du R-U continue de diviser gouvernement et élus locaux
- L'Autorité de l'aviation civile (CAA) demande à Heathrow de diminuer ses redevances passagers

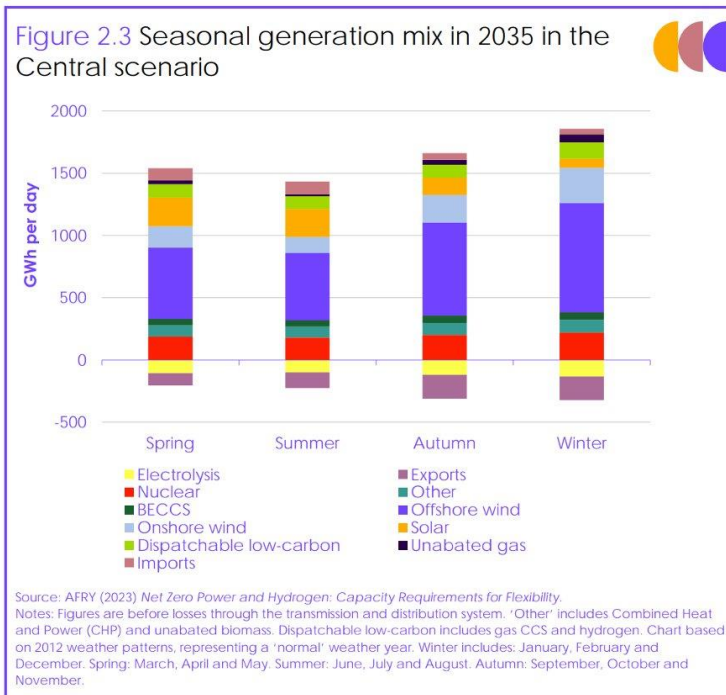
Fait marquant

Le *Climate Change Committee* présente les conditions qu'il estime nécessaires pour décarboner le secteur électrique d'ici 2035

Dans son [dernier rapport](#), le *Climate Change Committee* juge que l'objectif de décarboner le système électrique d'ici 2035 est « réaliste » et « atteignable », pourvu que le gouvernement planifie cette transition, accélère les procédures, encourage le déploiement des nouvelles technologies et réforme le marché de l'électricité. Le CCC estime que les objectifs d'accroissement de la production d'électricité décarbonée fixés dans la *British Energy Security Strategy* sont bien calibrés, en particulier pour l'éolien et le solaire, alors que la demande d'électricité devrait augmenter de 50 % entre 2020 et 2035 et doubler d'ici 2050. Pour autant, l'intermittence des énergies renouvelables nécessite de développer un panel de solutions de flexibilité au sein du système électrique (stockage, effacement de la demande, centrales à hydrogène ou à gaz avec système de capture et de stockage du carbone, interconnexions), qui sont aussi importantes pour la résilience du système que les nouvelles capacités de production. La planification et l'accroissement des investissements dans le réseau de transport d'électricité, dont la taille doit *a minima* doubler d'ici 2035, sont également une condition essentielle pour la décarbonation du système électrique.

Figure : Mix électrique selon les saisons dans le scénario central du CCC





Le chiffre de la semaine

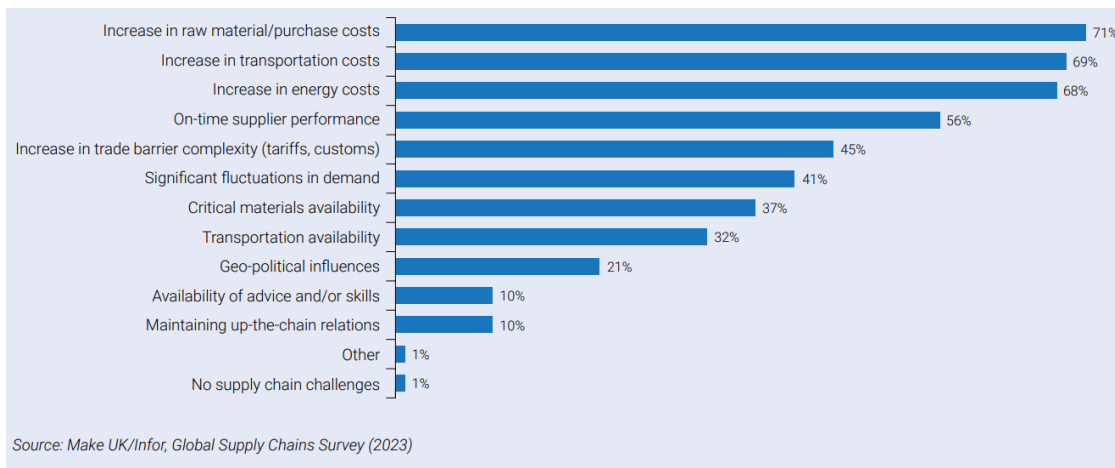
26,2 %

Les ventes de [voitures](#) neuves en février ont augmenté de 26,2 % en glissement annuel, soit le septième mois consécutif de hausse, selon la fédération des constructeurs automobiles britanniques (SMMT). Le nombre de ventes n'est ainsi inférieur que de 6,5 % à celui de février 2020. Les ventes de véhicules hybrides électriques (dont la batterie électrique permet d'effectuer une partie des trajets sans émettre de CO₂) enregistrent la plus forte progression par rapport à février 2022 (+ 40%). Les ventes de voitures électriques ont augmenté de 18,2 % sur la même période. La SMMT appelle le gouvernement à annoncer plusieurs mesures permettant de soutenir cette reprise de l'activité du secteur automobile à l'occasion du budget de printemps, notamment en maintenant les incitations fiscales à l'achat et à l'utilisation d'un véhicule électrique. Les ventes de véhicules à usage [commercial](#) ont augmenté de 8,5 % entre février 2022 et 2023, atteignant le niveau le plus élevé pour un mois de février depuis 1998.



Le graphique de la semaine

Difficultés liées à l'approvisionnement dans le secteur manufacturier britannique en 2022



[Make UK](#) a publié une étude, réalisée auprès d'une centaine d'entreprises manufacturières, sur la résilience des chaînes d'approvisionnement. 93 % des entreprises interrogées estiment que les « pressions » sur les chaînes d'approvisionnement continueront en 2023 et 2024. Parmi les difficultés les plus souvent citées, 71 % d'entre elles ont dû faire face à une hausse du prix des matières premières ou de leurs intrants, 69 %, à une hausse des coûts de transport et 68 %, à la hausse des prix de l'énergie. *Make UK* note par ailleurs la mise en œuvre de stratégie de « re-shoring » et « near shoring » pour réduire les risques de ruptures d'approvisionnement. 40 % des entreprises interrogées ont ainsi déclaré avoir augmenté leur volume acheté auprès des fournisseurs britanniques et près de 20 % auprès des fournisseurs dans l'UE. L'étude conclut par plusieurs recommandations dont un renforcement des liens politiques et commerciaux avec l'UE, qui demeure le premier partenaire commercial du R-U, et un recours accru aux technologies numériques afin d'assurer une meilleure surveillance des chaînes logistiques.

Climat & Energie

Flash – Le [Crown Estate](#) a lancé une consultation des développeurs de projets de capture et de stockage du carbone (CCUS) pour estimer la capacité de stockage et la capacité annuelle d'injection de CO2 requises d'ici 2035 et 2050, ainsi que les opportunités et risques associés.

Flash – L'entreprise *British Gas* a ouvert une nouvelle division regroupant ses activités dédiées à la transition énergétique (installation de panneaux solaires, bornes de recharge électrique, rénovation thermique, efficacité énergétique...). Elle souhaite recruter 3 500 personnes.

Flash – Le ministère chargé de l'énergie a publié un [résumé](#) des 225 réponses reçues dans le cadre sa consultation sur la réforme des marchés de l'électricité. Une nouvelle consultation sera lancée en 2023.

L'ONG *Green Alliance* plaide pour l'adoption des pratiques de l'économie circulaire afin de décarboner le secteur de la construction

Selon un [rapport](#) récent de l'ONG *Green Alliance* basé sur les travaux du consortium de recherche *UK Fires*, l'adoption des pratiques de l'économie circulaire pourrait réduire de 40 % les émissions du secteur de la construction, en réduisant le nombre de démolitions de bâtiments, en encourageant les projets de rénovation ainsi que l'utilisation de matériaux bas-carbone ou recyclés. Le rapport recommande notamment de fixer un nouvel objectif de réduction de l'utilisation des matières premières dans le secteur d'au moins un tiers d'ici 2035, dont l'atteinte serait facilitée par l'introduction de « passeports de matériaux » pour aider les promoteurs à suivre les informations sur les composants et les produits utilisés, une réduction du nombre de démolitions et la suppression de la TVA sur les projets de rénovation, déjà en vigueur pour les projets de construction neuve. Le secteur de la construction est aujourd'hui responsable de 25 % de l'empreinte carbone et de 62 % de la production de déchets au Royaume-Uni en 2018.

Les femmes sont encore insuffisamment représentées parmi les cadres dirigeants des entreprises de l'énergie

Le [Women's Energy Network Alliance](#) (WENA) plaide pour un renforcement de la place des femmes dans le secteur de l'énergie, alors qu'elles n'occupent que 27 % des sièges dans les conseils d'administration et 15 % des sièges aux comités exécutifs des 80 plus grandes entreprises britanniques du secteur. Plus d'un tiers de ces entreprises ne comptent aucune femme au sein de leur conseil d'administration.

La rénovation des bâtiments historiques pourrait augmenter le PIB de 35 milliards de livres et créer plus de 100 000 emplois

Selon un [rapport](#) conjoint de *National Trust*, *Peabody*, *Historic England*, et *The Crown Estate*, la rénovation des bâtiments historiques au Royaume-Uni pourrait augmenter le PIB de 35 Md£ chaque année et créer plus de 100 000 emplois. 6,2 millions logements, soit près d'un quart du parc résidentiel, sont suffisamment anciens pour être classés comme « bâtiments historiques », ainsi que 600 000 bâtiments tertiaires, soit un tiers du parc tertiaire total.

Environnement

Les espèces de plantes exotiques sont désormais plus nombreuses que les espèces locales au Royaume-Uni

Compilant des données recueillies par plus de 9 000 botanistes pendant plus de 20 ans, la *Botanical Society of Britain and Ireland* (BSBI) a publié un nouveau rapport, [Plant Atlas 2020](#), mettant en lumière le déclin des espèces de plantes locales et leur remplacement par des espèces exotiques. Sur les 3 445 espèces recensées, 1 692 sont originaires de Grande-Bretagne et 1 753 espèces sont originaires d'un territoire étranger. Or, certaines de ces espèces exotiques peuvent devenir envahissantes et mettre en danger des écosystèmes. Ce rapport souligne également les effets des pressions environnementales causées par l'agriculture intensive, du drainage des marécages et de la dégradation des tourbières.

Les ONG alertent sur l'insuffisant recyclage des cigarettes électroniques

Selon un [rapport](#) de l'ONG spécialisée dans les déchets électroniques *Material Focus*, 138 millions de cigarettes électroniques sont jetées chaque année au Royaume-Uni, soit plus d'1,3 million chaque semaine. En outre, 9 producteurs de cigarettes électroniques sur 10 ne respecteraient pas leurs obligations de couvrir les coûts de collecte et de recyclage de ces déchets électroniques, estimés à 69 M£ par an. Le recyclage de l'ensemble de ces déchets permettrait pourtant, selon le rapport, de récupérer suffisamment de lithium pour produire 2 500 batteries pour véhicule électrique et assez de cuivre pour équiper 370 000 bornes de recharge à domicile. 18 associations de défense de l'environnement et de la santé avaient déjà alerté la ministre de l'environnement et le ministre de la santé sur les risques causés par la forte croissance des cigarettes électroniques dans une [lettre ouverte](#) datée du 24 novembre 2022.

Le gouvernement réduit de 5 à 3 le nombre de zones de protection forte en mer

Alors qu'il avait l'intention de désigner 5 zones de protection forte en mer (*Highly protected marine areas*), ce qui était considéré comme un minimum par Lord Benyon dans son [rapport de préfiguration](#), le gouvernement s'apprête finalement à ne désigner que [3 zones](#) dans lesquelles les activités de pêche, de construction et de dragage seront interdites afin de favoriser la restauration de la biodiversité. Les 3 zones retenus sont Allonby Bay en Cumbria, Dolphin Head dans l'est de la Manche et le nord-est de Farnes Deep en Mer du Nord (voir carte ci-dessous). Le site de Lindisfarne, sur la côte du Northumberland, n'a pas été retenu en raison de l'opposition de la population locale, tandis que le gouvernement a jugé que les bénéfices environnementaux qui auraient été liés au classement du site de Inner Silver Pit South seraient inférieurs aux pertes économiques des pêcheurs de la zone.

Carte des zones de protection forte en mer désignées par le gouvernement





Industrie

Flash – D'après des informations du *Times*, [BMW](#) s'apprêterait à annoncer le redémarrage d'ici 2026 de sa production électrique à Oxford après avoir obtenu 75 M£ de l'*Automotive Transformation Fund*.

Flash – Le gouvernement prolonge jusqu'en juin 2023 le soutien financier accordé aux projets britanniques sélectionnés dans le cadre du programme européen de [recherche Horizon Europe](#).

Le R-U est en train « de perdre la course de l'acier vert » selon le think tank ECIU (Energy and Climate Intelligence Unit)

[ECIU](#) a actualisé une étude sur les projets de production d'acier vert dans l'Union européenne et au R-U qu'il avait publiée en 2021. Le nombre de ces projets serait passé de 23 en 2021 à 38 en 2022 dans l'UE. Sur la même période le R-U n'aurait annoncé qu'un seul nouveau projet. ECIU souligne qu'entre 2021 et 2023, les projets de décarbonation de la production d'acier s'appuyant sur l'hydrogène vert (produit à partir de catalyse de l'eau et/ou d'électricité bas carbone ou renouvelable) dans l'UE ont doublé, tandis que ceux à partir d'hydrogène bleu (produits à partir de gaz naturel avec des processus de capture de carbone) ont diminué de 67 % ; c'est ce dernier mode qui sera mis en œuvre pour le projet britannique. Selon l'analyse d'ECIU, le déploiement plus


rapide de l'acier vert dans l'UE s'expliquerait en partie par les subventions publiques apportées au secteur, en particulier en Allemagne. Pour mémoire, la ministre britannique des Entreprises et du Commerce, Kemi Badenoch, a annoncé fin février un nouveau paquet d'aides, qui sera mis en œuvre d'ici 2024, destiné à soutenir la compétitivité de certaines entreprises écono-intensives, dont l'industrie sidérurgique. Selon certains journaux britanniques, la ministre prévoirait également de ne pas suivre les recommandations de la *Trade Remedy Authority* (TRA) afin de maintenir les [quotas](#) d'importation s'appliquant à plusieurs produits sidérurgiques.

L'Institute for Directors (IoD) appelle le gouvernement à présenter une réponse à l'*Inflation Reduction Act* (IRA)

Ces recommandations sont issues d'un [sondage](#) mené en février par la fédération professionnelle auprès de 859 de ses membres. Près de 80 % des entreprises interrogées seraient favorables à la mise en œuvre d'un régime de subventions équivalent à l'IRA, soit pour réussir la transition bas carbone, soit pour obtenir un niveau de concurrence équitable (*level playing field*) avec les Etats-Unis et l'UE, qui s'est dotée le mois dernier d'un « *Green Deal Industrial Plan* ». L' IoD estime que sans mise en œuvre de ces subventions, le R-U risque d'être « *distancé* » dans la course pour attirer les investissements verts. 18 % des entreprises interrogées se sont toutefois opposées à la mise en œuvre d'un tel régime de subventions, estimant qu'il « *existait de meilleures utilisations de l'argent du contribuable* » et que le caractère protectionniste de la politique américaine ne devait pas être encouragé.

Les financements des projets liés au *Levelling up* auraient été fortement réduits

Selon des données transmises aux parlementaires et vues par le [Financial Times](#) (FT), le ministère du *Levelling up*, du Logement et des Communautés (DLUHC) prévoirait de dépenser 2,42 Md£ de moins en 2022/2023 qu'initialement prévu, la majorité de ces baisses s'appliquant aux programmes de construction prévus dans le cadre du *Levelling up*. Le DLUHC justifie ces chiffres par « *les conditions de marché* » dans la construction, « *la volatilité économique* » et les « *retards de livraison [des bâtiments]* ». Le ministère a en parallèle répondu à une demande d'information du *think tank* IPPR (*Institute for Public Policy Research*) au sujet du *Towns Fund*, un fonds lancé en 2019 qui vise à financer des programmes de régénération urbaine. Selon les données transmises, 500 M£, soit 20 % de la dotation du fonds, ne seront pas dépensés avant 2025/2026. Le livre blanc sur le *Levelling up* indiquait pourtant que le fonds serait intégralement dépensé d'ici 2024/2025.



Transports

Flash – Le parti travailliste s’est engagé à une « refonte » des services de [bus](#) en Angleterre en permettant aux autorités locales de franchiser ces services. Les autorités locales pourraient ainsi fixer les itinéraires et les prix des billets et mettre fin aux contrats des opérateurs peu performants.

Flash – Le syndicat RMT a suspendu la [grève](#) prévue le 16 mars, le temps de soumettre au vote de ses membres une nouvelle proposition salariale de *Network Rail*. Le syndicat maintient cependant les grèves prévues dans le cadre de son litige avec les compagnies ferroviaires quant aux conditions salariales et de travail.

Flash – Le ministre des Transports a annoncé la réouverture de la ligne ferroviaire [Northumberland Line](#) (nord-est de l’Angleterre) d’ici 2024 dans le cadre du programme *Restoring your railway*.

Flash – Une lettre de l’association *FairCharge EV*, bénéficiant du soutien d’une quarantaine de députés, appelle Jeremy Hunt à profiter du budget de printemps pour abaisser le taux de [TVA](#) sur les bornes de recharge électrique publiques. Ce taux est fixé à 20 % alors qu’il est de 5 % pour les automobilistes installant une borne de recharge à leur domicile.

Le gouvernement annonce de nouveaux reports du projet *High Speed 2* (HS2)

L’ouverture de la ligne [Birmingham-Crewe](#) sera reporté de deux ans, le ministre des Transports [Mark Harper](#) justifiant cette décision par les effets de l’inflation, notamment pour les matériaux de construction. Estimé à 33 Md£ en 2010, le coût d’HS2 devrait finalement dépasser 70 Md£ malgré la suppression de plusieurs segments de la ligne. Le ministre a reconnu qu’il s’agissait d’une décision « difficile » mais qu’elle répondait aux exigences du gouvernement de contrôler l’inflation et réduire la dette publique. Certains députés conservateurs ont profité de cette annonce pour appeler à mettre fin à ce projet d’infrastructure, qui demeure controversé compte tenu de son coût et de son impact sur les régions traversées. La *Confederation of British Industry* (CBI) a quant à elle estimé que cette décision, malgré des effets budgétaires positifs à court terme, réduirait *in fine* la confiance des investisseurs dans le secteur ferroviaire britannique.

Les prix réglementés des billets de trains en Angleterre et au Pays de Galles subissent leur plus forte hausse depuis 2012

Les prix de ces billets, qui représentent environ 45 % des ventes, ont augmenté de [5,9 %](#) le 5 mars. Cette hausse s’applique également aux métro et bus londoniens. Elle affecte plus particulièrement les passagers qui disposent d’un abonnement mensuel ou annuel pour effectuer leurs trajets domicile-travail. Le secrétaire d’Etat en charge du ferroviaire Huw Merriman a rappelé que cette hausse était « *bien inférieure à l’inflation et [avait été] reportée* ». Le parti travailliste l’a qualifiée de « *sauvage* » tandis que les associations de passagers ont affirmé que le service rendu n’était pas à la hauteur des prix demandés. Selon les données de l’*Office of Rail and Road* (ORR), 1 train sur 25 aurait été annulé entre février 2022 et 2023, soit le pire niveau de fiabilité enregistré depuis l’année où ces données ont commencé à être collectées, en 2014. L’association *Campaign for Better Transport* a

également profité de cette annonce pour demander la fin des tarifications plus élevées lors des [heures de pointe](#), soulignant le caractère injuste de ce système pour les travailleurs et sa grande variabilité selon les régions et opérateurs ferroviaires.

La qualité des services de train dans le nord du R-U continue de diviser gouvernement et élus locaux

Lors de la conférence annuelle de *Transport for the North* (TfN, organisme fondé en 2018 rassemblant élus locaux, représentants du gouvernement et entreprises privées du secteur des transports), les maires du [nord de l'Angleterre](#) ont appelé le gouvernement à agir pour améliorer les services de train dans la région. La plupart des opérateurs y connaissent d'importantes difficultés. Face aux importants retards et aux annulations quotidiennes, le gouvernement avait sommé *Avanti West Coast* d'améliorer rapidement ses services, sous peine de perdre sa franchise. *TransPenine Express* fait face à des problèmes similaires avec des annulations quotidiennes, que l'opérateur attribue à un manque de personnel. La franchise *Northern* a pour sa part été reprise par l'opérateur en dernier ressort du ministère des Transports. Lors de son [discours](#) devant TfN, le ministre des Transports Mark Harper a rappelé les investissements passés et à venir dans le réseau ferroviaire de la région, notamment via l'*Integrated Rail Plan* annoncé fin 2021 qui prévoit des dépenses publiques de 96 Md£.

L'Autorité de l'aviation civile (CAA) demande à Heathrow de diminuer ses redevances passagers

La CAA a demandé à l'[aéroport](#) de diminuer de 20 % en moyenne ces redevances l'année prochaine, décision qu'elle justifie par un retour attendu du trafic passagers à son niveau pré-pandémique en 2024. La redevance maximale moyenne par passagers passerait ainsi de 31,57 £ cette année à 25,43 £ en 2024 et devrait rester stable jusqu'en 2026. Heathrow avait pour sa part demandé à ce que ces redevances dépassent 40 £ et estime que cette décision le désavantage et ne bénéficiera pas aux consommateurs. L'aéroport affirme en effet que si les compagnies aériennes réalisent d'importants profits, ce n'est pas le cas des aéroports, en raison d'un trafic passagers toujours inférieur à son niveau pré-pandémique et de coûts opérationnels plus élevés. Heathrow a de nouveau enregistré une perte en 2022 (684 M£ après 1,3 Md£ en 2021) malgré la reprise des voyages internationaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international